

Direction Régionale

Nord-Pas de Calais Picardie

**DOSSIER de demande de SUBVENTION**

1. **courrier type de demande de subvention**
2. **contenu du dossier de demande de subvention**
3. **informations concernant le demandeur**
4. **informations sur l'opération**

**B1. investissement**

**B2. etudes**

1. **dépenses prévisionnelles et plan de financement**
2. **liste des pièces administratives**

**annexe 1 – déclaration des aides de minimis**

**annexe 2 – définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises**

1. **emploi et développement économique**
2. **Fiche d’instruction spécifique**

**Tous les documents doivent etretransmis sous format papier
et sous format numerique (courriel ou cd-rom ou cleusb)**

**Seule la transmission d’un dossier COMPLET fera l’objet d’un examen de la demande**

**Le dossier est à transmettre a :**

|  |
| --- |
| **ADEME****Direction Régionale** **Nord-Pas de Calais Picardie****Centre tertiaire de l’arsenal****20, rue du prieure****59500 douai****contact ademe : Yannick PAILLET** |

**1. courrier type de demande de subvention**

Je soussigné(e), PAILLARD Yannick

[x]  Agissant en qualité de représentant légal

[ ]  Ou de représentant dûment mandaté[[1]](#footnote-1) sollicite par la présente demande une aide financière pour la réalisation de mon projet décrit ci-dessous et certifie :

* être régulièrement déclaré ;
* être en règle à l’égard de la réglementation en vigueur notamment sociale, fiscale et environnementale ;
* ne pas encourir de procédure collective[[2]](#footnote-2) ;
* exactes et sincères, les informations fournies dans le présent dossier;
* avoir pris connaissance des règles générales d’attribution des aides de l’ADEME du
* 23 octobre 2014[[3]](#footnote-3) ;
* que les travaux pour lesquels je sollicite une aide financière ne sont pas commencés ou qu’ils n’ont pas donné lieu à des engagements fermes[[4]](#footnote-4).

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le dossier de demande d’aide financière pour mon projetconsistant à :

ANIMATION D’UN CENTRE RESSOURCE REGIONAL EN ECOMOBILITE (CREM) AUTOUR D’UNE DOUBLE MISSION :

* Structurer et animer un réseau régional d’acteurs-relais de l’écomobilité scolaire
* Accompagner le volet mobilité des politiques publiques territoriales

…………………………………………………………………………………………………………………………

J’ai bien noté que ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints.

Fait, le 20 décembre2016 à Lille

 Signature :

Et cachet de l’organisme

**Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d’accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés s’exerce auprès du service ou de l’Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.**

**2. Contenu du dossier de demande de subvention**

**a – informations concernant le demandeur**

**Raison sociale** **:** DROIT AU VELO - ADAV

**Forme juridique:** Association LOI 1901

**N° SIRET:**380 360 248 000 13 ……………………………………………

**Adresse  du siège social**23 rue gosselet – 59000 LILLE

**Taille de l’organisme[[5]](#footnote-5) : petit** : [x]  : <*50 salariés et C.A[[6]](#footnote-6) annuel ou total du bilan annuel < = 10 M€*

**moyen** : [ ]  :<*250 salariés et C.A annuel < = 50 M€ ou total du bilan annuel < = 43 M€*

**grand** : [ ]

**Régime de TVA :** Assujetti :[ ] Assujetti partiel : [ ]  Non assujetti : [x]

**Aides de minimis perçues au cours des 3 derniers exercices fiscaux :**  Oui :[ ] Non  :[x]

 *Si oui joindre l'attestation suivante dument remplie (annexe 1)*

**Représentant légal**:

Nom - Prénom : PAILLARD Yannick

Fonction : Président

Adresse : 9 rue du Général Souham – 59 200 TOURCOING

Téléphone : 06 06 59 71 84

Courriel : contact@ecomobiltie.org

**Délégation de signature à** : (joindre au dossier la délégation)

**Personne chargée du suivi de l’opération**, s’il diffère du représentant légal:

Nom - Prénom : POTONNEC Judicaël

Adresse : 23 rue Gosselet

Téléphone : 03 20 86 17 25

Courriel : judicael.potonnec@droitauvelo.org

**b – informations sur l'opération**

**B 1 - INVESTISSEMENT**

**Objet***:*

ANIMATION D’UN RESEAU D’ACTEURS-RELAIS DE L’ECOMOBILITE SCOLAIRE

ACCOMPAGNEMENT DU VOLET MOBILITE DES POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES

**Lieu de réalisation :**

REGION HAUTS DE FRANCE

(pour le volet écomobilité scolaire, la mission se fera dans un souci de complémentarité avec l’association En Savoir plus qui anime le réseau picard pour l’écomobilité scolaire)

**Description du projet :**

La mission du Centre ressource régional en écomobilité est d’accompagner la conduite du changement, d’apporter expertise et ressources en matière d’écomobilité auprès des collectivités, associations et tout porteur de projet visant a favoriser l’ecomobilite

**Objectifs poursuivis et résultats attendus :**

**Accompagner le volet mobilité des politiques publiques et encourager leur mise en conformité avec les objectifs 2020 du Schéma Régional Climat Air Energie.**

Le SRCAE Nord-Pas de Calais est opposable à différents documents de planification qui intègrent la question de la mobilité :

* les Plans Climats Energie Territoriaux (PCET),
* les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT),
* les Plans Locaux d’Urbanisme Intercommunaux (PLU),
* le Plan de Protection de l’Atmosphère (PPA)…

UN FIL ROUGE DE L’ANNEE 2017 SERA D’ELARGIR PROGRESSIVEMENT LES ACTIVITES DU CREM A L’ECHELLE DE LA NOUVELLE REGION DES HAUTS-DE-FRANCE

les actions programmées :

* Co-construire avec des relais locaux sur des territoires prioritaires des rencontres territoriales de l’ecomobilite destinées a partager un diagnostic, faire connaitre les bonnes pratiques et initier la mise en place d’actions a inscrire dans les politiques publiques en cours de construction ou renouvellement (plans climat, …). des structures comme le cerema, le smirt ou declic-mobilites pourront être associes a ces rencontres. UNE PREMIERE RENCONTRE DE CE TYPE A ETE ORGANISEE DANS L’AVESNOIS EN 2016, D’AUTRES SONT EN COURS DE PROGRAMMATION : BOULONNAIS, ARTOIS COMM’, DOUAISIS
* PARTICIPATION AUX DEMARCHES ENGAGEES PAR LES TERRITOIRES POUR INTEGRER L’ECOMOBILITE DANS LES POLITQUES PUBLIQUES (ex : enquête mobilite du PAYS DU TERNOIS, PADD DU SCOT DOUAISIS)
* alimentation continu de tableaux de bord territoriaux et partage de ceux-ci avec les structures locales en charge de la mobilite. DES TABLEAUX DE BORD POUR LES TERRITOIRES PICARDS POURRONT ETRE ENVISAGES A PARTIR DE 2017
* ORGANISATION D’UNE RENCONTRE A ECHELLE REGIONALE sur LA THEMATIQUE EMPLOI ET MOBILTE
* ORGANISATION EN LIEN AVEC LES TERRITOIRES DE FORMATIONS D’ANIMATEURS DE TEMPS PERISCOLAIRES SUR L’APPRENTISSaGE DU VELO ET DE LA MOBILITE (MEL, CASO) ET TEST D’UN NOUVEAU FORMAT DE FORMATION VERS LES ANIMATEURS DE CENTRES SOCIAUX
* CENTRALISATION d’UN PROGRAMME REGIONAL EN LIGNE DE LA SEMAINE DE LA MOBILITE

IL CONVIENT DE PRECISER QU’EN COMPLEMENT DES MISSIONS QUI LUI SONT CONFIEES PAR SES PARTENAIRES, LE CREM SERA SANS DOUTE ASSOCIE SOUS FORME DE PRESTATION A UNE EXPERIMENTATION MENEE PAR LE PARC NATUREL REGIONAL DE L’AVESNOIS ET LA START-UP WE NOW SUR LA COMMUNE D’ANOR.

**Structurer et animer un réseau régional en matière d‘écomobilité scolaire**

LE RESEAU EST ACTUELLEMENT COMPOSE DE 19 STRUCTURES (ASSOCIATIONS ET COLLECTIVITES) REPARTIES SUR LES DEPARTEMENTS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS ET CONTINUERA D’ETRE DEVELOPPE POUR UN MEILLEUR MAILLAGE DU TERRITOIRE.

CE RESEAU A VOCATION D’ETRE EN MESURE D’ORIENTER ET INFORMER LES PORTEURS DE PROJET (PARENTS D’ELEVES, ASSOCIATIONS, COLLECTIVITES) QUI SOUHAITENT METTRE EN PLACE DES ACTIONS EN FAVEUR DE L’ECOMOBILITE SCOLAIRE (PEDIBUS, VELOBUS, PDES, …). PAR AILLEURS, CHAQUE ACTEUR-RELAIS SERA OUTILLE ET FORME POUR ETRE EN MESURER DE DYNAMISER LE DEVELOPPEMENT DE L’ECOMOBILITE SCOLAIRE SUR SON TERRITOIRE AVEC EN TOILE DE FOND LA MISE EN PLACE PROGRESSIVE DES PLANS DE DEPLACEMENTS D’ETABLISSEMENTS SCOLAIRES. DES RENCONTRES REGULIERES DU RESEAU PERMETTRONT D’AJUSTER LES ACTIONS ET LES OUTILS A CONSTRUIRE ET MUTUALISER.

LES PROJETS A VENIR SONT :

* LA MISE EN PLACE DE FORMATIONS / RENCONTRES D’ACTEURS-RELAIS POUR QUALIFIER L’ACCUEIL DES PORTEURS DE PROJETS
* ORGANISATION DE TEMPS D’ECHANGES SUR DES THEMATIQUES ELARGIES POUR CONSOLIDER LES ARGUMENTAIRES ET LEVIERS D’ACTIONS PARTENARIALES
* REALISATION ET VALORISATION DE FICHES BONNES PRATIQUES (ECOLES AYANT PARTICIPE AUX CHALLENGES DE L’ECOMOBILITE SCOLAIRE OU A LA CAMPAGNE EMILE LE SERPENT MOBILE, ACTIONS DE VELO-EDUCATION A VILLENEUVE D’ASCQ, …)
* QUALIFICATION ET OUTILLAGE DES ACTEURS-RELAIS POUR ETRE EN MESURE DE DECLINER LES ACTIONS PRECITEES SUR LEURS TERRITOIRES AVEC L’ACCOMPAGNEMENT DANS UN PREMIER TEMPS DU CREM POUR DES INTERVENTIONS EN BINOME.
* MISE EN PARTAGE DES SUPPORTS DE COMMUNICATION ET OUTILS DE TRAVAIL (SITE INTERNET, FICHES BONNES PRATIQUES, TABLEAUX DE BORD MOBILITE) POUR UNE CO-ALIMENTATION CREM/ACTEURS RELAIS
* ORGANISATION D’UNE SECONDE EDITION DU CHALLENGE DE L’ECOMOBILITE SCOLAIRE A DESTINATION DES ELEVES D’ECOLE PRIMAIRE
* POURSUITE DE L’ALIMENTATION D’UNE BOITE A OUTILS POUR LA MISE EN PLACE DE PDES
* COORDINATION D’UN DISPOSITIF DE CREDIT-TEMPS DESTINE AUX REFERENTS DE COLLEGES ET LYCEES EN CHARGE DE PLANS DE DEPLACEMENTS D’ETABLISSEMENTS SCOLAIRES. CETTE MISSION FAIT L’OBJET D’UNE CONVENTION ET D’UN FINANCEMENT SPECIFIQUES AVEC LA DREAL HAUTS-DE-FRANCE, ET SE FERA EN COLLABORATION AVEC PLUSIEURS ACTEURS-RELAIS DU CREM.

DE MANIERE TRANSVERSALE, LE CREM ANIME DES OUTILS D’INFORMATION ET DE COMMUNICATION TELS QU’UN SITE INTERNET ET UNE LISTE DE DIFFUSION DE PLUS DE 300 ACTEURS,

COMME POUR LA PREMIERE EDITION, NOUS SOUHAITONS OBTENIR DE NOUVEAU L’APPUI D’UNE AGENCE DE COMMUNICATION POUR ETRE ACCOMPAGNE SUR L’ANIMATION D’UN CHALLENGE ECOMOBILITE SCOLAIRE ET LA REALISATION DES SUPPORT DE COMMUNICATION QUI Y SONT LIES.

PAR AILLEURS, LE CREM ENVISAGE DE TRAVAILLER SUR UNE PROPOSITION COMMUNE AVEC L’ASSOCIATION EN SAVOIR PLUS QUI ANIME LE RESEAU PICARD POUR UNE ECOMOBILITE SCOLAIRE ET EST QUI MISSIONNEE PAR L’ADEME SUR LE TERRITOIRE DE L’EX-PICARDIE JUSQUE FIN 2017. CETTE PROPOSITION PORTERA SUR L’ANIMATION D’UN RESEAU DE L’ECOMOBILITE SCOLAIRE UNIQUE POUR LA REGION HAUTS-DE-FRANCE

**échéancier de l’opération**

Date de démarrage des travaux : 1er janvier 2017

Durée estimée de l’opération (date de mise en service de(s) (l’)installation(s) inclus, le cas échéant) : 12 mois

**b – informations sur l'opération**

**B 2 - ETUDE**

**Objet***:*

**Description du projet :**

**Lieu de réalisation :**

**Objectifs poursuivis :**

**échéancier de l’opération**

Date de démarrage de l’étude :

Durée estimée de l’étude (date de transmission dans DIAGADEME)

**c – dépenses prévisionnelles et plan de financement**

C 1 – Dépenses prévisionnelles liées à l'opération

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Montant en €** |
| **ACHATS** | **30 750** |
| Prestations de service | 25 250 |
| Informatiques & consommables bureautiques | 3 120 |
| Sous-traitance imprimerie | 2 000 |
| **SERVICES EXTERNES** | **3 350** |
| Prime d’assurance | 250 |
| Documentation | 600 |
| Honoraires comptables | 2500 |
| **AUTRES SERVICES EXTERNES** | **30 740** |
| Lilas autopartage | 2 500 |
| Transport, hébergement et repas | 4 790 |
| Entretien vélo | 600 |
| Charges locatives MRES (loyers, affranchissements, photocopies) | 1 350 |
| Téléphonie / internet | 700 |
| Adhésions | 300 |
| Formation | 1500 |
| Communication & développement site internet | 19 000 |
| **FRAIS DE PERSONNEL** | **80 710** |
| Salaires bruts | 54 000 |
| Cotisations patronales | 24 000 |
| Ticket restaurant, ANCV, IKV | 2 460 |
| Médecine du travail | 250 |
| **TOTAL** | **145 550** |

C2 – Financement prévisionnel de l'opération

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Montant en €** |
| **AIDES PUBLIQUES (1) :** | **143 500** |
| ADEME : | 58 600 |
| FEDER : |  |
| AUTRES (préciser) : Conseil Régional Hauts-de-France | 26 400 |
| DREAL | 44 000 |
| DEPARTEMENTS, COMMUNAUTES DE COMMUNES, COMMUNES | 14 500 |
| **AUTRES AIDES :** |  |
|  |  |
|  |  |
| **AUTRES FINANCEMENTS :** | **2 050** |
| EMPRUNTS (préciser taux et durée) : |  |
| CREDIT BAIL : |  |
| FONDS PROPRES : | 2050 |
| AUTRES : |  |
|  |  |
| **TOTAL** | **145 550** |

**(1) Conformément à l’article 2.1.1 des règles générales d’attribution des aides par l’ADEME, le bénéficiaire s'engage à communiquer à l'ADEME sans délai toute aide publique qu’il aurait sollicitée ou reçue, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération concernée.**

**d – liste des pièces administratives**

Pour tous les demandeurs :

* Dossier de demande de subvention dûment rempli et signé
* Relevé d’identité bancaire (RIB) aux normes SEPA : BIC/IBAN
* Le tableau prévisionnel des dépenses, accompagné du plan de financement de l’opération
* Cahier des charges, devis de l’étude et, ou des travaux…

Et, le cas échéant :

* Projet de contrat si financement par crédit-bail et indication de la valeur marchande du matériel concerné
* Contrat de délégation de service public (DSP) ou Contrat de Partenariat Public-Privé (PPP)
* Délégation de pouvoir et/ou de signature
* Déclaration aide de minimis (annexe 1)

Pour les groupements d'intérêt public (gip) :

* Décision et délibération signée de l’organe compétent sollicitant l’aide
* Copie de la publication de la décision d’approbation de la convention constitutive (GIP)
* Convention constitutive et liste des membres du CA

**Pour les collectivités territoriales et leurs groupements :**

* Délibération signée de l’organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel

**l’ademe se réserve le droit de demander des pièces administratives complémentaires en cours d’instruction du dossier (k-bis, liasse fiscale, etc.)**

**E – emploi et sensibilisation**

**En vue de suivre les impacts en matière de d’emplois et de sensibilisation de ses financements, l’ADEME met en place une collecte de données en amont et en aval de la réalisation du projet. Pour ce faire, merci de nous communiquer les données suivantes. Ces données vous seront également demandé au moment du solde du contrat.**

**Données obligatoires**(tous projets)**:**

* **Effectif** (en etp) de votre structure et/ou de la structure bénéficiaire final de l’aide si vous passez par des intervenants externes : 6
* Nombre d’emplois **maintenus/consolidésdans la région en lien avec le projet (en etp)** : 1
	+ *Il s’agit des etp de votre structure et des structures externes intervenants spécifiquement sur le projet*
* Nombre d’emplois **pérennescréés dans la région en lien avec le projet (en etp)**: 0,5
* Nombre de **personnes « sensibilisées »** : 3000
	+ *Le nombre de personnes « sensibilisées » correspond à l’ensemble des personnes touchées dans le cadre de la mise en œuvre du projet considéré (personnes conseillées par un EIE, participants à un événement, stagiaires en formations, clients touchés, salariés en interne, etc)*

**Annexe 1**



**Annexe 2**

***Définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises (résumé) :***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Catégories de PME** | **Effectifs** |  | **Chiffre d’affaires** | **ou** | **Total du bilan** |
| **Microentreprise** | **< 10** |  | **≤ 2 millions d’euros** | **≤ 2 millions d’euros** |
| **Petite entreprise** | **< 50** | **ET** | **≤ 10 millions d’euros** | **≤ 10 millions d’euros** |
| **Entreprise moyenne** | **< 250** |  | **≤ 50 millions d’euros** | **≤ 43 millions d’euros** |

**Le critère d’« AUTONOMIE » de la PME :**

Afin de mieux appréhender la réalité économique des PME et d'exclure de cette qualification les groupes d'entreprises dont le pouvoir économique excéderait celui d'une PME, il convient de distinguer les différents types d'entreprises :

* Les entreprise autonomes : toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire ou comme entreprise liée.
* Les entreprises partenaires :

Sont entreprises partenaires des entreprises dont l’une (entreprise amont) détient, seule ou avec une entreprise liée, **25% ou plus du capital ou des droits de vote** de l’autre (entreprise aval).

Une entreprise ne peut PAS être considérée comme une PME si 25 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés par un ou des organismes publics ou collectivités publiques.

Une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome en présence de certaines catégories d'investisseurs, (par ex. sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, universités, investisseurs institutionnels y compris fonds de développement régional, autorités locales autonomes (< 5 000 habitants et budget < 10 M€).

* Les entreprises liées :

Sont des entreprises liées des entreprises dont l’une est en **position de contrôle** de l’autre (actionnariat majoritaire, influence dominante sur l’administration ou la direction, accord particulier…)

Afin de renforcer les mesures d'incitation pour l'investissement en fonds propres dans des PME, une **présomption** qu'il n'y a pas d'influence dominante sur l'entreprise considérée a été introduite.

**F – fiche d’instruction spécifique**

**Nous vous invitons à consulter :**

* **les systèmes d’aides de l’ADEME : http://www.ademe.fr/aides-lademe**
* **les règles générales : http://www.ademe.fr/deliberations-conseil-dadministration**

**A INSERER**

1. *Si le signataire n’est pas le représentant légal, merci de joindre le pouvoir lui permettant d’engager celle-ci.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire Ces procédures visent à organiser le règlement des dettes d’une entreprise en cas de cessation de paiement ou à éviter cette situation.* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Consultables sur le site internet de l’ADEME à l’adresse suivante :* [*http://www.ademe.fr/deliberations-conseil-dadministration*](http://www.ademe.fr/deliberations-conseil-dadministration) [↑](#footnote-ref-3)
4. *Sous quelque forme que ce soit : marché signé, commande signée, devis accepté…* [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir annexe 2 - *Information nécessaire à la fixation du taux d’aide maximum dans le respect de la règlementation européenne relative aux aides d’état* [↑](#footnote-ref-5)
6. *Chiffre d’affaires.* [↑](#footnote-ref-6)